



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER – FSE

Fonds :	Fonds social européen
N° opération :	PA0004173
Bénéficiaire :	38793509100042 ASSOCIATION POUR LA REHABILITATION, LES BIENFAITS ET LE RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT - A.R.B.R.E.
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	2

IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale	
N° SIRET :	38793509100042
Raison sociale :	ASSOCIATION POUR LA REHABILITATION, LES BIENFAITS ET LE RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT - A.R.B.R.E.
Adresse :	BATIMENT 43 - ESC 67 06200 NICE



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds social européen
Programme :	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Codification :	AP05 - Axe prioritaire : Investir dans les compétences, l'éducation, la formation, tout au long de la vie / OT10 - Objectif thématique : Investir dans l'éducation, la formation et la formation professionnelle pour l'acquisition de compétences et l'apprentissage tout au long de la vie / PI10iii - Priorité d'investissement : Une meilleure égalité d'accès à l'apprentissage tout au long de la vie pour toutes les catégories d'âges dans un cadre formel, non formel ou informel, la mise à niveau des savoirs, des aptitudes et des compétences de la main-d'oeuvre et la promotion de parcours d'apprentissage souples passant notamment par une orientation professionnelle et la validation des compétences acquises / AP05-OT10-PI10iii-OS5c - Objectif spécifique : Augmenter l'accès des jeunes ayant le moins d'opportunité et des publics sous-main de justice dans les actions d'accompagnement, d'orientation et de formation

DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	OT10.3 OS5C1 - 29.02.2016 - CHANTIER ECOLE METIERS DE L'ENVIRONNEMENT
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	NICE ET MOYEN PAYS
Zone(s) :	
Type	Libellé
Commune INSEE	Nice

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	29/02/2016
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2016-FSE-OS5c-1 : Augmenter l'accès des publics sous main de./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CRP Interfonds du 15 juin 2016	Décisionnel	Dématérialisé	15/06/2016	Accepté
CRP Interfonds en consultation écrite du 13 juillet 2018	Décisionnel	Dématérialisé	13/07/2018	

Description de l'opération
La convention Justice/Région permet d'articuler les Espaces Territoriaux d'Accès aux Savoirs de base prioritairement pour les publics sous mains de justice de la Protection Judiciaire de la Jeunesse. Le Conseil Régional, la Protection judiciaire de la Jeunesse et la mission locale ont souligné l'intérêt d'un dispositif pouvant



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



couvrir les besoins des jeunes les plus en difficultés en matière d'insertion sociale et professionnelle.

Le chantier école, de réinsertion sociale à la base, permet de remobiliser trois équipes de quatre jeunes dans l'élaboration de leur projet professionnel. « Etre acteur de son projet de vie » reste notre objectif premier, il nous paraît nécessaire que le jeune puisse faire émerger ses envies au travers de notre pédagogie et donc de nos ateliers.

Cette dynamique, mise en place par l'association et ses partenaires, est un des moyens pour la prévention de la délinquance couvert par le cadre du Contrat de Ville.

L'association met en place un module d'accueil pour douze jeunes (entrées et sorties permanentes) en recherche de formation qui nécessitent une approche pédagogique adaptée. Ils seront présentés par les missions locales, par le biais d'un contrat d'accès à la qualification.

Objectifs recherchés :

Les douze stagiaires, inscrits sur le chantier école, âgés de 16 à 25 ans dont 50% du public sous-main de justice, prioritairement mineurs de la PJJ, participeront aux chantiers proposés par l'association sur le Parc Départemental du Vinaigrier, dans les jardins de l'Usine de Super Rimiez, dans les locaux de l'association ADREP et sur l'Espace Régional Internet Citoyen du Hublot.

Les prescripteurs d'insertion professionnelle sont à la recherche d'un appui local, pouvant proposer à des jeunes en insertion des activités de jour permettant un travail social et professionnel à la fois, dans le but d'intégrer des entreprises dans les meilleures conditions d'employabilité. Ainsi que de donner une stabilité, des ressources et des compétences aux jeunes pour tenir la cadence demandée par des formations qualifiantes et coûteuses pour les collectivités (respect des horaires, arriver aux termes de formations, remise à niveau scolaire en amont, sécurité au travail)

L'action s'inscrit aussi dans l'engagement des entreprises de la région à prendre des stagiaires en recherche d'orientation professionnelle avant un futur apprentissage (310 heures en entreprises). Dans cette perspective, le chantier école permettra de gérer un flux de jeunes en échec au cours de leur apprentissage. En attendant l'année scolaire prochaine, le jeune démissionnaire ou licencié pourra s'essayer à différent secteur professionnel afin de signer un nouveau contrat d'apprentissage dans de bonnes conditions.

Résultats escomptés (cible visée)

Le chantier école entame sa dixième année et il reste un dispositif essentiel pour les bénéficiaires et les prestataires sociaux ainsi que les Missions Locales. La convention Justice/Région permet d'articuler les Espaces Territoriaux d'Accès aux Savoirs de base prioritairement pour les publics sous mains de justice de la Protection Judiciaire de la Jeunesse.

Le Conseil Régional, la Protection judiciaire de la Jeunesse et la mission locale ont souligné l'intérêt d'un dispositif pouvant couvrir les besoins des jeunes les plus en difficultés en matière d'insertion sociale et professionnelle.

Le chantier école, de réinsertion sociale à la base, permet de remobiliser trois équipes de quatre jeunes dans l'élaboration de leur projet professionnel. « Etre acteur de son projet de vie » reste notre objectif premier, il nous paraît nécessaire que le jeune puisse faire émerger ses envies au travers de notre pédagogie et donc de nos ateliers.

Cette dynamique, mise en place par l'association et ses partenaires, est un des moyens pour la prévention de la délinquance couvert par le cadre du Contrat de Ville.

L'association met en place un module d'accueil pour douze jeunes (entrées et sorties permanentes) en recherche de formation qui nécessitent une approche pédagogique adaptée. Ils seront présentés par les missions locales, par le biais d'un contrat d'accès à la qualification.

Les douze stagiaires, inscrits sur le chantier école, âgés de 16 à 25 ans dont 50% du public sous-main de justice, prioritairement mineurs de la PJJ, participeront aux chantiers proposés par l'association sur le Parc Départemental du Vinaigrier, dans les jardins de l'Usine de Super Rimiez, dans les locaux de l'association ADREP et sur l'Espace Régional Internet Citoyen du Hublot.

Les prescripteurs d'insertion professionnelle sont à la recherche d'un appui local, pouvant proposer à des jeunes en insertion des activités de jour permettant un travail social et professionnel à la fois, dans le but d'intégrer des entreprises dans les meilleures conditions d'employabilité. Ainsi que de donner une stabilité, des ressources et des compétences aux jeunes pour tenir la cadence demandée par des formations qualifiantes et coûteuses pour les collectivités (respect des horaires, arriver aux termes de formations, remise à niveau scolaire en amont, sécurité au travail)

L'action s'inscrit aussi dans l'engagement des entreprises de la région à prendre des stagiaires en recherche d'orientation professionnelle avant un futur apprentissage (310 heures en entreprises). Dans cette perspective, le chantier école permettra de gérer un flux de jeunes en échec au cours de leur apprentissage. En attendant l'année scolaire prochaine, le jeune démissionnaire ou licencié pourra s'essayer à différent secteur professionnel afin de signer un nouveau contrat d'apprentissage dans de bonnes conditions.



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



Ce projet spécifique répond aux besoins d'un public spécifique qui demande à nos méthodes éducatives (pédagogie de projet, alternance des activités pour apprendre...), souplesses et rigueurs à la fois.

Nous avons des outils (chantier et atelier) et partenaires (mutualisation des compétences) à notre disposition pour répondre à ces publics en grave difficultés. Nous travaillons sur des savoirs faire et savoirs être mais ce sont ces projets fédérateurs qui permettent de travailler le « savoir y être » avec ce public au fort taux d'absentéisme et peu investi dans des projets solidaires. Il est impératif de mettre en place une dynamique adaptée pour que le chantier soit un élément déclencheur dans la mise en place du projet de vie sociale et professionnelle du jeune.

La subvention demandée aux financeurs de la Convention Justice Région, nous permet de financer un accompagnement social renforcé qui vient soutenir cette mission technique de formation. Ce public spécifique nous oblige d'être une équipe de travailleur sociaux complète (directeur, éducateur technique, éducatrice spécialisée et médiatrice en santé publique) avec de intervenants extérieurs spécialisés (une psychologue pour la supervision d'équipe une fois par mois et l'accompagnement et suivi de groupe ou individuel des stagiaires, ainsi que la mutualité française pour la formation et l'intervention auprès du public sur les drogues.)

Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution

Début : 01/01/2016

Fin : 31/12/2016

Horaires du chantier école : 8H – 15H, 30H par semaine

Planning des interventions : Les ateliers sont rythmés en fonction des saisons et des besoins d'entretien et de production de nos lieux conventionnés de formation.

Chaque jour, trois équipes de quatre jeunes se retrouvent sur les actions (cf : Arborescence du chantier école) :

Lundi Matin: Réunion d'équipe éducative, les stagiaires sont en démarches autonomes et professionnelles extérieures tous les rendez-vous missions locales et pôle emploi sont pris ces matinées-là.

Lundi Après Midi : Atelier Forestier au Mont Vinaigrier de 13H à 15H, Atelier Potager solidaire de 13H à 15H, Atelier Sport / Santé de 13H à 15H

Lundi : Groupe (1 ou deux stagiaires maximum) en alphabétisation ou remise à niveau scolaire en partenariat avec l'ADREP Formation ETAPS

Mardi : Atelier Forestier au Mont Vinaigrier de 8H à 15H, Atelier Potager solidaire de 8H à 15H et Atelier Entreprise Groupe (1 ou deux stagiaires maximum) en alphabétisation ou remise à niveau scolaire en partenariat avec l'ADREP Formation ETAPS

Mercredi : Atelier Forestier au Mont Vinaigrier de 8H à 15H, Atelier Potager solidaire de 8H à 15H et Atelier Entreprise Groupe (1 ou deux stagiaires maximum) en alphabétisation ou remise à niveau scolaire en partenariat avec l'ADREP Formation ETAPS

Jeudi: Atelier Potager solidaire de 8H à 15H, Atelier Accompagnement Santé de 8H à 15H et Atelier Entreprise

Un jeudi par mois : Atelier « Santé – Environnement » Accueil du groupe de l'ADREP Formation ETAPS

Vendredi : Atelier Forestier au Mont Vinaigrier de 8H à 15H, Atelier Accompagnement Social et professionnel de 8H à 15H (dont code de la route), Atelier Potager solidaire de 8H à 15H et Atelier Entreprise

Un jour par mois : Réunion jeunes en présence de la mission locale et des référents justice.



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



DEPENSES ET RESSOURCES

Postes de dépense	
Type d'assujettissement	TTC
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense			
Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant (TTC)
Autres dépenses (à spécifier) dépenses directes et indirectes 40%	Direct	Fonctionnement	61 673,24 €
Dépenses de personnel dépenses directes de personnel	Direct	Fonctionnement	154 183,10 €
Total :			215 856,34 €

Ressources	
Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Oui
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Oui



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



**Détails des
ressources**

Financier	Partenaire	Imputation	Régime d'aide	Taux(%)	Montant (€ HT)	Montant réalisé	Montant retenu	Taux d'avancement
UNION EUROPEENNE	Fonds social européen			50,00	107 928,17			
REGION	Provence-Alpes-Côte d'Azur			3,47	7 500,00			
ETAT	Justice	Protection judiciaire de la jeunesse		2,32	5 000,00			
Autre partenaire ponctuel	Métropole Nice Côte d'Azur			4,63	10 000,00			
ETAT	Ville, jeunesse et sports	Jeunesse et vie associative		4,63	10 000,00			
Autre partenaire ponctuel	Agence Régionale de Santé			2,78	6 000,00			
REGION	Provence-Alpes-Côte d'Azur			17,72	38 254,50			
Autre partenaire ponctuel	Agence Régionale de Santé			9,63	20 782,00			
Total co-financier				95,19	205 464,67	0,00	0,00	0,00
Bénéficiaire				4,81	10 391,67			
COUT TOTAL ELIGIBLE				100,00	215 856,34	0,00	0,00	0,00



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



INSTRUCTION

Service instructeur :	Direction des Affaires Européennes - PACA	Avis du service instructeur :	Défavorable
------------------------------	---	--------------------------------------	-------------

Motivation du service instructeur :

La structure n'ayant pas trouvé de repreneur, le tribunal a procédé à la mise en liquidation de l'association le 19/12/2016. Le liquidateur a été nommé le 30/12/2016.

Les locaux et le matériel ont été mis sous scellés. Le personnel ne pouvait plus y accéder.

Concernant les stagiaires :

12 étaient en cours de formation. 2 étaient en très grande difficulté et ont quitté le dispositif.

En partenariat avec la mission locale, le personnel a veillé à ce que les stagiaires bénéficient de solutions adaptées à leur parcours. Le but étant qu'ils ne soient pas pénalisés par la fermeture de l'association. Aussi, sur les 10 stagiaires restants :

1 stagiaire a été recruté en CDD

1 stagiaire bénéficie du dispositif « contrat d'avenir »

Les autres stagiaires ont été placés en formation ou en ETAPS traditionnel.

Concernant le personnel :

Les salariés ont été licenciés au 02 ou 20/01/2017.

Le liquidateur a indiqué qu'il s'agirait d'un licenciement économique. Conformément à son obligation, il a envoyé les CV des salariés aux acteurs du terrain. Cette démarche n'a pas eu de retour favorable.

Ils n'ont pas touché de salaire depuis le 8/12/2016.

Concernant le suivi du financement FSE :

Pour les raisons énoncées plus haut, le directeur n'était pas en mesure de présenter de bilan de l'opération.

Le liquidateur devait prendre contact avec le SI à ce sujet. Nous avons devancé son appel à plusieurs reprises début 2017 (notamment les 25/01/2017 et 27/02/2017) afin de voir avec lui quelles pourraient être les modalités des remontées de dépenses. Pas de retour.

Aussi, le SI propose la déprogrammation du projet.

A noter que la structure a bénéficié le 19/10/2016 d'une avance de 30 pour de la subvention FSE votée soit 32 378.45 €.

Il convient d'émettre un titre de recette à adresser au mandataire judiciaire : ETUDE DE ME FUNEL - 54, rue Gioffredo - 06000 NICE

La liquidation juridique sera effective : le 16/06/2018